

Plus d'un quart de siècle de développement économique et social dans le Sud-Ouest

Le RESO est né à la fin de 1989 de la volonté commune des principaux acteurs socioéconomiques du Sud-Ouest. Il prenait la relève du Programme économique de Pointe-Saint-Charles, né en 1984. Alors qu'aujourd'hui, il est question du renouveau du Sud-Ouest, on parlait à cette époque de la relance économique et sociale d'un territoire en déclin.

Un territoire en difficulté

Le Sud-Ouest de Montréal, berceau du développement industriel au Canada durant la deuxième moitié du 19^e siècle, a été durement frappé par la fermeture du canal de Lachine en 1965 au profit de la nouvelle voie maritime du Saint-Laurent. L'emploi chute de façon catastrophique : de 1967 à 1988, le Sud-Ouest perd 20 000 emplois industriels. La population diminue elle aussi passant de 100 000 résidants en 1950 à 69 000 en 1988.

La communauté réagit

Si les décideurs politiques et économiques de l'époque demeurent silencieux, la communauté locale, pour sa part, réagit rapidement. Au milieu des années 1960 et dans les années 1970, les citoyens se regroupent et des organismes naissent dans le but de freiner la détérioration des conditions de vie de la population et de les améliorer. En 1984, réunis au sein d'une table de concertation, des organismes communautaires fondent le Programme économique de Pointe Saint-Charles (PEP), première expérience de développement économique communautaire en milieu urbain.

À l'origine du RESO : la concertation

Au moment où, dans la deuxième moitié des années 1980, l'on parlait de reprise économique, le Sud-Ouest continuait de perdre des emplois. En 1987, la fermeture de deux usines, l'usine de jouets Coleco et celle de matelas Simmons, entraîne la mise à pied de 1 100 personnes. Face à ces événements, des acteurs sociaux du territoire se mobilisent pour mettre fin à cette hémorragie d'emplois. Ils créent Urgence Sud-Ouest qui donne naissance au Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi dans le Sud-Ouest de Montréal (CREESOM), réunissant des représentants des gouvernements fédéral et provincial, de l'administration municipale, des entreprises, des syndicats et des organismes communautaires du Sud-Ouest. Celui-ci établit un diagnostic et identifie des mesures de relance pour le Sud-Ouest.

Dans son plan de relance rendu public en 1989, le CREESOM recommandait que le PEP, agissant jusque-là dans un seul quartier, étende son action à tout le Sud-Ouest, c'est-à-dire aux quartiers Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Pointe Saint-Charles, Côte Saint-Paul, Ville-Émard et Griffintown. Selon la recommandation du CREESOM, le nouvel organisme, le Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest (RESO), reçoit le mandat de mettre en place

les mesures de relance et se donne une structure qui est représentative de la communauté par son conseil d'administration, composé de représentants de tous les milieux du Sud-Ouest.

Mise en place des mesures de relance

Dès sa fondation en 1989, le RESO travaille à mettre en place des services qui viennent soutenir les démarches des personnes qui veulent réintégrer le marché du travail et les efforts de consolidation et de développement des entreprises du Sud-Ouest pour la création et le maintien des emplois.

Depuis 1990, le RESO a accompagné, sur une base volontaire et à partir de leurs besoins, des milliers de personnes sans emploi dans leurs démarches de réintégration au marché du travail – orientation scolaire et professionnelle, aide à la recherche d'emploi, stages en entreprise, formation professionnelle, formation générale permettant de terminer les études secondaires ou d'acquies les préalables à la formation professionnelle. De 1994 à 2002, le RESO a offert un accompagnement et une formation en démarrage d'entreprise, adaptés aux besoins des personnes qui désiraient créer leur propre emploi. Aujourd'hui, le développement de l'entrepreneuriat sur le territoire demeure le mandat du RESO en collaboration avec le Service d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE).

Un projet expérimental

Après un premier mandat de cinq ans, en 1994, le RESO obtient la marge de manœuvre lui permettant d'expérimenter une nouvelle façon de gérer des fonds publics en développement économique et en développement des ressources humaines. Ce que l'on appellera le Projet expérimental en développement local est d'une durée de trois ans. Durant cette période, la mise en place de RESO Investissements, un fonds d'investissements disposant d'un capital de cinq millions, fournit à la communauté du Sud-Ouest un outil qui permet une véritable emprise sur le développement d'entreprises, la création et le maintien d'emplois dans le territoire.

De nouveaux outils de développement

En 1998, le RESO obtient le mandat de Centre local de développement (CLD) pour le territoire du Sud-Ouest tout en conservant son autonomie et sa mission plus large. S'ajoutent alors de nouveaux outils de développement – Fonds local d'investissement, Fonds d'économie sociale, Fonds d'initiatives locales – à ceux qui existaient déjà, soit RESO Investissements et la Solide du Sud-Ouest de Montréal.

En 1998, il élabore également en concertation avec tous les milieux un Plan de développement économique du Sud-Ouest et un Plan de développement de la main-d'oeuvre en emploi et sans emploi du Sud-Ouest. Depuis, ces plans forment le Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE), mis à jour tous les trois ans.

À la demande des partenaires du Sud-Ouest, il devint aussi responsable du Carrefour jeunesse emploi du Sud-Ouest de Montréal (CJE) qui ouvrit ses portes en 2001.

Dans le contexte des investissements du gouvernement fédéral et de l'administration municipale pour la réouverture du canal de Lachine à la navigation, le RESO a également organisé, au printemps 2000, un exercice de concertation sans précédent dans le Sud-Ouest, le Forum canal de Lachine, auquel près de 900 personnes ont participé. L'une des recommandations issues du Forum canal de Lachine était de mettre en place un plan d'ensemble pour éviter le développement à la pièce. Rappelons que le CREESOM avait identifié le canal de Lachine comme un axe central de développement pour le Sud-Ouest.

Consolidation et innovation

Au cours de son histoire, en concertation avec ses partenaires des milieux des affaires, communautaire, syndical et des élus locaux, le RESO a contribué à sauvegarder des emplois menacés (ateliers ferroviaires, Sidbec-Dosco, Emballages Consumers devenue OI, Robin Hood). Par l'effort concerté de tous ses partenaires, il a réussi à consolider la base industrielle du Sud-Ouest et à y attirer de nouvelles PME et des centaines de petites entreprises.

Le RESO est également à l'origine de nombreuses innovations dans le domaine du développement économique et social : projets de formation de la main-d'oeuvre en entreprise, mise en place d'entreprises d'insertion, maillage entre la grande entreprise et la PME, soutien à l'entrepreneuriat communautaire. Il est aussi à l'origine, avec la CDEC Lasalle-Lachine, de FormaPlus, une mutuelle de formation qui offre des services pour la gestion de la formation selon les besoins d'entreprises et d'organismes situés majoritairement dans le Grand sud-ouest de Montréal.

Le RESO intervient également sur des projets d'aménagement importants dans le Sud-Ouest, tels que les ateliers du CN, la réfection de l'échangeur Turcot, le redéveloppement de la cour Turcot, le Quartier Bonaventure, le Centre universitaire de santé McGill (CUSM), etc. De plus, le RESO et ses partenaires, Bâtir son quartier et la Coalition de la Petite-Bourgogne / Quartier en santé, ont élaboré, dès 2004, un plan d'aménagement pour le site des Bassins du Nouveau Havre (ancien site des Postes) dont les grands principes ont été retenus par la Société immobilière du Canada (SIC), devenue propriétaire du terrain.

De la relance au renouveau

Aujourd'hui, le Sud-Ouest poursuit une croissance graduelle mettant ainsi fin à plus de trente ans de déclin. Le travail de relance économique et sociale du Sud-Ouest accompli par le RESO en concertation avec ses partenaires a donné des résultats. L'approche de développement local est enracinée et confirmée.

Le Sud-Ouest est reconnu comme un lieu où les citoyens et les citoyennes participent à la vie de leur quartier et à son développement économique et social, un lieu où les entreprises, les institutions et les organismes se réunissent et se concertent pour agir ensemble. Sans cette mobilisation de toute la communauté, nous ne pourrions pas parler aujourd'hui de renouveau du Sud-Ouest : création d'entreprises et d'emplois, consolidation de la base industrielle, développement du canal de Lachine et de ses abords, préparation et formation de la main-

d'œuvre, revitalisation des quartiers, développement et consolidation de multiples ressources communautaires, émergence du secteur culturel.

Le RESO poursuit son travail auprès des résidents à la recherche d'un emploi, des entreprises, des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale. Il continue de mettre en place des lieux de concertation et de participer à des concertations existantes – tels que les tables de concertation des quartiers, la Table des acteurs culturels du Sud-Ouest, etc.

Même si la communauté du Sud-Ouest peut aujourd'hui tirer une certaine fierté de ces nombreuses années d'efforts et de réalisations, il reste du chemin à parcourir pour que le renouveau profite à toute la communauté. C'est ce à quoi le RESO continue de s'employer.